

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 29 SEPTEMBRE 1830.

NO. 62

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 7 août.

PRÉSIDENCE DE M. LAFITTE, VICE-PRÉSIDENT.

La chambre, en se séparant hier, avait indiqué qu'elle se réunirait aujourd'hui à 10 heures, cependant à 8 heures $\frac{1}{2}$, M. le président est au fauteuil. Soixante députés environ sont présents.

M. Laffitte informe la chambre qu'une raison d'état l'a décidé à avancer l'heure de convocation. Cette raison paraît être le bruit répandu de rassemblements qui doivent se former autour du palais de la chambre.

M. le général Demarçay fait observer que deux journalistes seulement sont à leur tribune, et que si la séance commençait en ce moment elle serait secrète.

M. Dupont de l'Eure informe la chambre qu'il a fait avertir plusieurs journaux du changement d'heure et que probablement les rédacteurs vont arriver. (Mouvement. — MM. Lafayette et Girod de l'Ain entrent dans une conférence qui paraît très animée.)

La séance, suspendue après ces explications, est reprise à 10 heures.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. de Sémonville annonçant que la chambre des pairs s'est constituée le 4 août pour la formation de son bureau. (Les journaux en ont déjà désigné les membres.)

La discussion commence sur la proposition de M. Bérard.

M. de Conny a la parole. Messieurs, dit-il, dans les circonstances graves où nous nous trouvons placés, la liberté des délibérations est une loi plus sacrée que jamais. Je l'invoquerai jusqu'à la fin, et aujourd'hui vous ne me refuserez pas quelques instans d'attention. La force ne constitue aucun droit; si vous dépassez la ligne de vos devoirs, je vois le fléau de la guerre civile et étrangère (oh! oh!) envahir la France; je vois la liberté (sourire) disparaître sans retour. Le principe de la légitimité est consacré dans la Charte; si vous le violez, si vous appelez au trône une nouvelle race, vous bouleversez tout. Si vous violez ce principe, mon devoir me dit que je ne devrai pas prendre part plus long-tems aux délibérations de cette chambre.

M. Benjamin Constant : Je suis heureux de voir consacrer par l'attention que vous venez de prêter au préopinant, la liberté la plus complète de toutes les opinions. Nous la réclamons tous, et nous l'invoquons surtout en faveur des orateurs, en petit nombre, qui parleront dans le sens de M. de Conny. Ce respect des opinions sera toujours notre règle. (Oui, oui.) Maintenant, je réfuterai en peu de mots, et avec autant de mesure que je pourrai, les assertions du préopinant. Je dirai que si par fois le mouvement d'un peuple qui se lève est un signe funeste, ce n'est pas quand le prince a violé tous ses sermens, lorsque toutes les garanties ont été brisées, lorsque des mesures épouvantables sont venues étouffer toute liberté. Dans une telle position, il est bien naturel qu'une nation qui a conquis elle-même son indépendance il y a quarante ans, se soulevé pour sa propre défense, et, certes, ce n'est pas une époque funeste que celle où des mouvemens tumultueux ont amené la garantie de toutes les libertés et la protection de toutes les existences menacées. Le préopinant a dit que la force ne constituait aucun droit; mais, messieurs, est-ce nous, est-ce le parti qui veut porter au trône un prince constitutionnel qui a eu recours à la force? Est-ce nous qui avons mitraillé dans les rues de Paris. (Bravos à gauche.)? Est-ce nous qui avons renversé tous les droits, alors qu'une force brutale est venue qui n'a respecté ni les droits ni les existences, une force qui a écarté les supplications des députés qui demandaient un moment de répit au milieu de tant de massacres. (Une voix à gauche : Admirablement bien!)

Nous défendrons nos droits avec modération, avec mesure, avec générosité; nous les défendrons parce que c'est notre mandat comme députés et comme bons citoyens; nous défendrons nos droits par tous les moyens légaux, tant qu'il y aura des moyens légaux; puis ensuite avec toutes nos forces et avec toutes celles qui se réuniront à nous. (A gauche : Bravo! très bien!) Je proclame donc heureuse l'époque qui a fait de nous la plus belle et la plus héroïque nation du monde. (Bravo!)

J'arrive au principe de la légitimité. J'ai toujours cru que dans un état paisible la transmission paisible de l'autorité à l'avantage d'écarter beaucoup d'ambition et d'éviter des troubles. J'ai toujours cru que si le mot de légitimité était restreint à cela, j'admettrais qu'on pût le conserver; mais si par légitimité on entend l'abandon d'un peuple à une famille qui en fasse tout ce qu'elle voudra, qui le

torture à plaisir et en cas de résistance, le fasse mitrailler, je déclare protester contre cette odieuse légitimité.

On vous dit que vous violez le principe de la légitimité, et vos propres sermens, en portant un nouveau prince au trône; mais est-il une imagination qui se figure Charles X rentrant dans cette ville dont tous les pavés sont couverts de sang, passant à côté de tombeaux à peine recouverts! (Sensation.) Je ne veux pas insulter au malheur, mais je dis qu'une réconciliation est impossible sur tant de milliers de cadavres.

Je n'ajoute qu'un mot. L'Europe n'est nullement menacée. Tout le monde sait que nous voulons être libres chez nous, mais l'intention de troubler l'Europe est loin de nos cœurs, et l'Europe s'est déjà prononcée sur les abominables ordonnances du 25 juillet. Partout on admire notre générosité, mais nulle part on ne craint nos excès. Je conclus donc différemment du préopinant. — J'abjure, j'abhore les doctrines de légitimité au nom desquelles on a inondé de sang le pavé de Paris. (Marques d'approbation générale.)

M. Hyde de Neuville : J'ai peu de mots à dire, mais je suis trop ému pour ne pas vous demander quelques momens d'attention.

Chacun de nous écoute sa conscience; la mienne est mon guide; si vous ne partagez pas mes sentimens, vous ne me refuserez pas votre estime. (A gauche : Non, sans doute.) J'ai fait tout ce qu'un homme d'honneur pouvait faire pour écarter les calamités qui affligent la famille de Charles X. Certes, jamais je n'ai trompé cette royale famille que des insensés, des traîtres, viennent de précipiter dans l'abyme. (Adhésion.)

Je ne trahirai pas le malheur de ceux que j'ai servis pendant mon enfance; je ne déshonorerai pas ma vie. Je dis donc avec assurance que je ne puis que repousser la souveraineté dangereuse que votre commission vous appelle à exercer. Dans l'intérêt des libertés que je chéris ainsi que vous, je pense que les mesures que l'on vous soumet devraient être longuement examinées. Je crois qu'il y a péril à fonder l'avenir d'un grand peuple sous l'empire des impressions du moment présent. Je ne puis rien contre un torrent, mais au moins j'adresse des vœux au ciel pour le repos et le bonheur de ma patrie. Dieu sait si ces vœux sont sincères. (Aux centres : bien, bien, bien.)

M. de Corcelles, repousse toute idée de légitimité et conclut à ce que la discussion soit fermée.

M. Pas de Beaulieu, croit n'avoir pas reçu de ses commettans le pouvoir de faire un roi.

M. Anisson Duperron, propose de remettre la couronne au duc d'Orléans.

M. Arthur de Bourdonnaye : Quel que soit notre pouvoir dans les circonstances actuelles, je crois qu'il ne va pas jusqu'à nous permettre de fouler aux pieds les débris de la Charte; les modifications à faire ne peuvent l'être que par les trois pouvoirs réunis par le roi. (Plusieurs voix : où sont-ils, où est le roi?)

Je dis que plus les modifications sont importantes, plus nous devons y apporter de maturité. Si l'on devait continuer la discussion qui s'est ouverte, je déclare à la chambre que je n'y prendrai aucune part, et que je crois mon silence suffisamment justifié.

M. Pelou : Comme vous j'étais dévoué à la dynastie légitime, mais j'étais loin de songer que les lettres closes qui nous sont arrivées le 27 étaient l'arrêt de mort de la France, je suis arrivé et j'ai trouvé la légitimité noyée. (Rires et murmures.)

M. Berryer, ne croit pas avoir le droit d'imposer un roi à la France.

Après quelques phrases de M. Villemain en réponse à quelques assertions de M. Berryer, M. de Noailles et toute la droite renoncent, disent-ils, à la parole, parce que les sentimens exprimés dans le rapport sont tout-à-fait contraires aux leurs. (La clôture!)

Elle est adoptée par la chambre qui repousse la division proposée par M. Berryer.

La chambre passe ensuite à la discussion partielle du préambule et des articles du rapport.

La première proposition relative à la vacance du trône en fait et en droit est l'objet d'un amendement de M. de Podenas qui le développe dans les termes suivans :

Le projet de votre commission donne pour cause de notre déclaration de la vacance du trône, les glorieux événemens des 27, 28, et 29 juillet et jours suivans, et la situation générale où la France s'est trouvée placée à la suite de la victoire remportée au nom de la charte constitutionnelle, et par l'héroïque résistance des citoyens de Paris. Oui sans doute, Messieurs, ce sont là les causes puissantes qui ont déterminé nos résolutions; mais il en est une première qu'il importe de constater authentiquement dans le préambule du bill de nos droits, c'est la violation de la charte constitutionnelle, des lois du pays

par le dernier roi. Votre commission l'avait si bien senti, que l'éloquent et lumineux rapport de notre honorable collègue, M. Dupin aîné, en fait mention, et ce ne peut être que par omission que le texte proposé n'en parle point. Oui, sans cette violation du pacte fondamental, tout serait resté dans l'ordre accoutumé, et nous n'aurions point à gémir aujourd'hui sur les épouvantables massacres commandés au nom du roi, qui, héritier de la férocité de Charles IX, n'a pas eu comme lui le courage de se montrer au jour du danger. Oui, il importe essentiellement de consacrer comme principe dans notre déclaration, que de même que lorsqu'un peuple viole ses sermens, trahit la foi promise au chef du gouvernement, il se met en état de rébellion, de même aussi lorsque le roi brise les institutions jurées, rompt le pacte fondamental qui le lie aux peuples, il est en état de déchéance et le trône est vacant. C'est l'unique moyen de rétablir l'harmonie politique, qui, une fois détruite, rend à chaque contractant l'exercice de ses droits.

Par ces motifs, je propose d'ajouter dans le préambule, après les mots : *Où la France s'est trouvée placée*, les mots : *Par suite de la violation de la Charte constitutionnelle et des lois du pays par le dernier roi.*

Au moment où M. de Podenas a parlé de la férocité de Charles IX, M. de Martignac et M. de Noailles ont demandé la parole avec vivacité; M. Benjamin Constant est également au bas de la tribune. La chambre a été dans une agitation telle que la fin du discours de M. de Podenas n'a pas pu être entendue de toutes les parties de la salle.

M. Martignac à la tribune, avec une vive émotion qui s'accroît à mesure qu'il parle. Mon intention n'était pas de prendre la parole dans cette circonstance; je la demandais encore entre ce qu'il convenait de faire pour obéir aux circonstances et ce que ma conscience me permettait, je combattais peut-être un sentiment profond que je porte dans mon âme en faveur d'une famille précipitée du haut de l'échelle sociale dans le malheur; mais les paroles que je viens d'entendre m'ont arraché à ce silence auquel je m'obstinais. Messieurs, je l'ai connu dans l'intimité, et j'ai pu me convaincre que l'amour de la patrie était chez lui un sentiment vrai. (Oh! oh! Une voix : Le père du peuple.)

Le reproche de cruauté je le repousse de toutes mes forces. Son malheur est le résultat d'une grande erreur, mais non pas celui d'un crime. Le crime doit peser à jamais sur ses conseillers perfides. Je les abandonne à votre juste indignation et je les poursuis de la mienne; mais appeler Charles X un homme féroce, non, Messieurs, il n'en est rien, je l'atteste, parce que j'en ai eu la preuve journalière, et que dans ce moment ce reproche porte dans mon cœur la plus vive émotion. Dans ce que je viens de dire, je puis avoir manqué de prudence et de modération, je prie la chambre de m'excuser si je suis allé trop loin; j'ai voulu repousser comme je l'ai senti cette insulte faite au malheur et m'opposer à ce que l'on fit entendre plus long-tems à cette tribune des paroles de reproche à un prince accablé par la plus cruelle infortune. (Bravo! bravo! de quelques parties de la salle.) La voix de M. de Martignac était visiblement altérée quand il a prononcé les derniers mots.

M. Bernard (de Rennes) : J'applaudis de tout mon cœur au sentiment qui a porté M. de Martignac à relever une parole inconsiderée, mais je ne laisserai pas passer sous silence l'assertion par laquelle il a voulu nous prouver que Charles X aimait sincèrement sa patrie. Non, Messieurs, il avait un sceptre pour protéger son peuple, et non pour l'en frapper; il s'est brisé dans ses mains. S'il eût aimé la patrie il régnerait encore. (Bravo! C'est bien! — La chambre est dans une agitation impossible à décrire.)

M. Alexis de Noailles : Je demande à répondre par un fait. (A la tribune! à la tribune!)

Lorsque l'on proposa de faire cesser le carnage, qui a donné la réponse? ce n'est pas le roi, qui ne fut pas consulté.... (L'agitation et le tumulte continuent; le président agite vainement sa sonnette.)

Quand le silence est rétabli, M. Dupin est à la tribune.

Messieurs, dit-il, c'est par une erreur du copiste que le sentiment de M. de Podenas n'est pas exprimé dans le rapport imprimé, tel qu'il est dans le manuscrit.

Le président met aux voix la proposition de la commission; elle est ainsi conçue.

« La chambre des députés, prenant en considération l'impérieuse nécessité qui résulte des événemens des 26, 27, 28 et 29 juillet dernier et jours suivans, et de la situation générale où la France s'est trouvée placée par suite de la violation de la Charte constitutionnelle et des droits du pays, et en conséquence de l'héroïque résistance des citoyens de Paris, Déclare que le trône est vacant en fait et en droit, et qu'il est indispensable d'y pourvoir. »

Le centre droit et le petit nombre de membres qui sont sur

les bancs de la droite s'abstiennent de voter. La proposition est adoptée.

M. le Président lit la seconde proposition ainsi conçue :

« La chambre des députés déclare secondement que selon le vœu et dans l'intérêt du peuple français le préambule de la Charte constitutionnelle est supprimé, et que les articles suivants de la même Charte doivent être supprimés ou modifiés de la manière qui en est indiquée. »

L'article mis aux voix est adopté sans que la droite prenne part à la délibération.

M. Demarçay demande qu'on lise tous les articles de la Charte, ceux sur lesquels on ne fera pas de réclamation seront censés adoptés. (Tumulte, cris confus. Le président agite plusieurs fois sa sonnette. Quelques voix : A la tribune !)

M. Demarçay à la tribune répète sa proposition ; on ne mettra aux voix, dit-il, que les articles sur lesquels il sera fait des réclamations. (Aux voix, question préalable.) La question préalable mise aux voix est adoptée.

M. le Président donne lecture de l'article VI de la Charte que la commission a proposé de supprimer, et qui est ainsi conçu :

« Cependant la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état. » La suppression de cet article est adoptée.

L'article 7 de la Charte amendé par la commission était ainsi conçu : « Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des français et ceux des autres cultes chrétiens reçoivent seuls des traitements du trésor royal. »

Après quelques observations présentées par MM. Viennet, Benj. Constant, Kératry, Madier de Montjau, M. Marchal demande que le mot *public* soit substitué au mot *royal*. (Cris divers, confusion.) Néanmoins cet amendement est appuyé et adopté par la chambre. En sorte que l'article de la commission se trouve ainsi réformé : Les ministres de la religion catholique, apostolique et romaine, professée par la majorité des Français et ceux des autres cultes légalement reconnus reçoivent des traitements du trésor public.

La commission a proposé de supprimer à l'article 8 de la Charte les mots suivants : *Qui doivent réprimer les abus de cette liberté.*

M. Devaux (du Cher) demande qu'on ajoute ces mots : *Sans que jamais la censure puisse être rétablie.* L'article amendé par la commission, dit-il, est plus dangereux que tel qu'il est dans la Charte, il donne lieu à toutes sortes d'interprétations ; avec la modification que je propose, si la presse ne peut pas se garantir d'autres dangers que je ne prévois pas elle n'aura du moins pas à craindre celui de la censure.

Après une discussion sans importance, l'amendement de M. Devaux est mis aux voix et adopté.

Un amendement proposé par M. Delaguet Mornay tendant à réunir les articles 9 et 10 en un seul est écarté par la question préalable.

L'article 14 de la Charte est arrangé ainsi par la commission : « Le roi est le chef suprême de l'état ; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce ; nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les réglemens et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution. »

M. Jaqueminot propose un paragraphe additionnel ainsi conçu : « Aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'état sans une loi. » Ce paragraphe est adopté sans opposition même par la droite.

Dans l'article 15 de la charte, la commission a proposé de supprimer les mots *des départemens*. Cette suppression est adoptée.

Les articles 16 et 19 rédigés de la manière suivante sont également adoptés par la chambre : La proposition des lois appartient au roi, à la chambre des pairs et à la chambre des députés.

« Néanmoins, toute loi d'impôt doit être d'abord votée par la chambre des députés. »

La suppression des art. 19, 20 et 21 proposée par la commission est également adoptée.

Avant de passer à l'art. 26, M. Berryer fait observer que la conservation de la fin de l'article 21 est convenable à la dignité, à la noblesse, à la sévérité des pouvoirs législatifs. M. Berryer désire que l'on établisse en principe que si une proposition est rejetée par l'un des trois pouvoirs elle ne pourra point être représentée dans la même session.

Cette proposition est adoptée.

La chambre adopte également l'art. 26 de la commission qui est ainsi conçu : « Toute assemblée de la chambre des pairs qui serait tenue hors du tems de la session de la chambre des députés est illicite et nulle de plein droit, sauf le seul cas où elle est réunie comme cour de justice, et alors elle ne peut exercer que des fonctions judiciaires. »

L'article 30 est adopté tel que nous l'avons rapporté hier.

La suppression de l'article 31 de la Charte et l'adoption de l'article 32 ainsi rédigé : *Les séances de la chambre des pairs sont publiques comme celles de la chambre des députés*, sont prononcées par la chambre.

M. Mauguin propose d'amender l'article 33 de la Charte auquel M. Bérard ni la commission n'ont point pensé, de la manière suivante, en supprimant les derniers mots :

« La chambre des pairs connaît des crimes de haute trahison et des attentats à la sûreté de l'état. »

M. Berryer demande la parole : Si la Charte était mise tout entière en question, si la chambre n'avait pas pris la résolution simple de délibérer sur la proposition de M. Bérard, je ne m'opposerais point à la discussion qu'on veut ouvrir sur ce nouvel article. Je demande la question préalable. (Les observations nouvelles de M. Mauguin la font rejeter.)

M. Dupin aîné pense qu'une charte ne peut pas tout contenir, pas plus qu'un article ne peut renfermer tout un système ; si la chambre voulait entrer dans tous les détails sur lesquels elle pourra porter plus tard un œil scrutateur, elle n'en finirait pas, et comme les circonstances sont urgentes, qu'il faut se hâter de sortir du provisoire, il s'oppose à la suppression demandée par M. Mauguin.

L'amendement de ce dernier est mis aux voix et rejeté.

La suppression de l'article 36 de la charte, proposée par la commission, est adoptée.

L'article 37 de la Charte est remplacé par le suivant : Les députés sont élus pour cinq ans.

L'article 38 de la commission s'exprime ainsi : Aucun député ne peut être admis dans la chambre, s'il n'est âgé de 30 ans et s'il ne réunit les autres conditions déterminées par la loi.

M. Villemain propose de mettre 25 ans au lieu de 30.

M. Berryer s'y oppose. M. Salvete soutient la proposition de M. Villemain qui est rejetée.

Après une discussion de quelques instans sur la dernière partie de l'art. 38, cet article est adopté par la chambre sans aucun amendement.

L'art. 39 qui avait été supprimé par la commission est adopté par la chambre avec la rédaction suivante :

« Si néanmoins il ne se trouve pas cinquante personnes de l'âge indiqué et payant le cens déterminé par la loi, leur nombre sera complété par les plus imposés au dessous du taux de ce cens. »

L'article 40 est adopté dans les termes proposés par M. Bérard et par la commission.

Il en est de même de l'article 41, relatif aux présidents des collèges électoraux nommés par les électeurs.

M. Ch. Dupin aurait voulu proposer des mesures relatives à l'établissement du bureau provisoire.

De quelques parties de la salle : C'est inutile, c'est absurde ! M. Dupin insiste, et ne descend de la tribune que sur l'observation de M. le président, qui lui dit que les assemblées électorales rentrent dans le droit commun, c'est-à-dire que l'assemblée provisoire sera présidée par le doyen d'âge.

L'article 43, relatif au président de la chambre est adopté sans réclamation.

La suppression des articles 46, 47 et 56 est confirmée par la chambre.

M. Duris-Dufresne désire que l'article 59 dont M. Bérard ni la commission n'ont point parlé, soit remplacé par le suivant : « La magistrature sera soumise à une institution nouvelle. » (Appuyé, appuyé. — Grand tumulte. — De la droite : La question préalable.)

La question préalable est mise aux voix et adoptée. (Stupéfaction dans une partie de la chambre.)

L'art. 63 est adopté avec les modifications suivantes présentées par la commission :

« Il ne pourra en conséquence être créé de commissions et tribunaux extraordinaires, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être. »

L'art. 73 est ainsi réduit par la commission : « Les colonies seront régies par des lois particulières. »

M. de Laborde demande qu'on ajoute : *Par des lois rendues dans la session prochaine.* Depuis quinze ans, dit-il, les colonies sont dans un état déplorable ; ces lois leur sont promises, il faut espérer qu'elles ne les attendront pas plus longtemps.

M. Victor de Tracy dit que telle a été l'intention de la commission, que si elle ne l'a pas exprimée, c'est qu'elle a la confiance que ces lois seront très-prochainement présentées. En supprimant le mot *réglement*, elle a fait disparaître un terme abusif dont les colonies n'ont eu que trop à souffrir.

Cet article, mis aux voix, est adopté.

Les articles 74 et 75, rédigés comme l'avons dit hier, sont également adoptés. Lorsque M. le président dit que la présente Charte sera confiée au patriotisme et au courage des gardes nationales et de tous les citoyens français, des braves et des applaudissemens partent de toutes les tribunes.

La deuxième partie de la disposition particulière relative à la nullité des pairs créés sous le dernier règne était ainsi conçue : Et pour prévenir le retour des graves abus qui ont altéré le principe de la pairie, l'article 27 de la Charte, qui donne au roi la faculté illimitée de nommer des pairs sera soumis à un nouvel examen dans la session de 1831. M. Bérard propose une modification qui consiste à supprimer les mots : *qui donne au roi la faculté illimitée de nommer des pairs.*

M. le général Lafayette monte à la tribune. (Profond silence.)

Lorsque je viens énoncer une opinion contestée par beaucoup d'amis de la liberté, on ne me soupçonnera pas d'être entraîné par un sentiment d'effervescence ou de courtoisie populaire que je ne préférerai jamais à mes devoirs. Les sentimens républicains que j'ai manifestés dans tous les tems et durant tous les pouvoirs ne m'ont pas empêché d'être le défenseur dévoué d'un trône constitutionnel. C'est ainsi, Messieurs, que dans la crise actuelle, il nous a paru convenable d'élever un autre trône national, et je dois dire que mon vœu pour le prince dont le choix vous occupe, s'est fortifié, lorsque je l'ai connu davantage. Mais je différerai d'avec beaucoup de vous sur la question de la pairie héréditaire. Disciple de l'école américaine, j'ai toujours pensé que le corps législatif devait être divisé en deux chambres avec des différences dans leur organisation. Cependant, je n'ai jamais compris qu'on pût avoir des législateurs et des juges héréditaires. L'aristocratie, Messieurs, est un mauvais ingrédient dans les institutions publiques. J'exprime donc aussi fortement que je le puis mon vœu pour l'abolition de la pairie héréditaire, et en même tems, je prie mes collègues de ne pas oublier que si j'ai toujours été l'homme de la liberté, je n'ai jamais cessé d'être l'homme de l'ordre public.

Un sentiment respectueux qui fait ensuite place à de nombreux bravos, accueille ce discours du vieux défenseur de la liberté. Quand le silence est rétabli, M. Berryer demande la parole.

Messieurs, dit-il, deux questions graves vous occupent en ce moment. La première regarde la suppression des pairs créés pendant le dernier règne, la seconde est relative à l'hérédité que l'on voudrait détruire. Je n'opposerai, Messieurs, à l'adoption de la première que la raison que vous avez fait prévaloir tout-à-l'heure à ce sujet.

Il est important de nous renfermer exclusivement dans l'examen de la proposition de M. Bérard. Je le répète, la Charte n'est point en discussion, et par ce motif je demande la question préalable. Pour ce qui est de l'hérédité de la pairie, cette question me paraît liée à l'existence même de ce pouvoir lé-

gislatif, et vous penserez comme moi qu'il est impossible de la discuter sans l'avoir mûrement réfléchi. Dans ce moment nous ne devons point nous occuper de savoir si nous maintenons ou non l'hérédité de la pairie.

En revenant à la question principale. Je déclare qu'il ne m'est pas possible d'annuler les dispositions émanées de l'autorité agissant dans les limites de la charte. Gardez-vous de tomber dans la rétroactivité ; c'est ce qui a perdu la révolution il y a quarante ans ; prenez-y garde ; en donnant encore ce mauvais exemple vous autoriserez à détruire à l'avenir ce que vous feriez aujourd'hui.

M. Sébastiani : Je viens appuyer l'amendement de M. Bérard et la proposition de la commission. Le gouvernement s'est insurgé lui-même, il a conspiré contre la liberté, il est la victime des atteintes qu'il a voulu lui porter. Quels ont été ces pairs dont on embrasse la défense avec tant d'ardeur, ne sont-ils pas les complices du gouvernement qui s'est tué lui-même ? Lorsque vous venez de déclarer le trône vacant, hésiteriez-vous à compléter cette déclaration par une élimination devenue si nécessaire. Quant à l'hérédité, il nous faut du tems, et la session prochaine nous permettant d'apporter à nos délibérations toute la maturité convenable, nous pourrions la discuter avec fruit ; mais que la chambre se souvienne toujours que s'il n'y a pas de trône sans liberté, il ne saurait y avoir de liberté sans un trône réglé par un pacte tel que celui que nous présenterons au roi du choix de la nation.

M. Berryer combat la proposition, et soutient qu'au roi seul appartient le droit de faire et de défaire les pairs. (Oh ! oh ! c'est trop fort !)

M. Bernard : Le préopinant a-t-il bien présents à l'esprit les événemens qui viennent de se passer ; quand le trône a brisé tous les liens qui l'attachaient à la nation, venir défendre un droit devenu si contestable, c'est se tromper sur l'atmosphère qui règne dans cette chambre. La légitimité n'existe plus. Un immense bateau pavé de couleurs du deuil descendait la seine il y a quelques jours, escorté par une foule nombreuse opprimée par la douleur, il était chargé de cadavres : la légitimité était là enterrée sous leurs débris. (Bravo ! bravo !)

Je propose de remplacer l'article de la commission par le suivant qui me paraît clair et net : L'article 27 de la Charte sera soumis à un nouvel examen.

M. Benjamin Constant appuie cet amendement auquel M. Bérard réunit le sien, et la chambre adopte la disposition toute entière. En sorte que les pairs créés sous le règne de Charles X seront supprimés, et l'article 27 de la Charte sera soumis à une révision.

M. le Président fait connaître une proposition de M. de Brigode ainsi conçue : « Les juges recevront une nouvelle institution avant le 1^{er} janvier 1831. Des acclamations nombreuses accueillent cette proposition. (Quelques voix : Elle est la même que celle de M. Dufresne, elle a été repoussée par la question préalable.) Le président agite la sonnette.

M. Gaetan de la Rochefoucauld obtient la parole pour dire qu'en adoptant cette proposition on confondrait les nominations faites sous divers ministères, ce qui n'est pas sans inconvénient.

Quelques voix : Cette question a été écartée tout-à-l'heure. M. de Brigode demande à la développer. (Non, non. Si, si.)

M. Benjamin-Constant : prie la chambre de ne pas imposer silence au préopinant. Vouloir repousser une proposition sans en avoir entendu les développemens serait un acte de force et non de raison.

M. Mauguin présente une proposition nouvelle à laquelle M. de Brigode déclare réunir la sienne. Elle est ainsi conçue : « Les magistrats cesseront leurs fonctions au bout de six mois, s'ils ne reçoivent d'ici à cette époque une nouvelle institution. »

M. Dupin aîné combat cette proposition.

M. E. Salvete propose un sous-amendement qui applique la prohibition aux juges nommés par Charles X.

M. Villemain pense qu'il est difficile d'ajouter quelque chose à ce qu'a dit M. Dupin. Les tribunaux sont étrangers à la politique. (Oh ! oh ! — Nous entendons autour de nous quelques autres exclamations plus expressives.)

M. Mauguin appuie la proposition. Elle est mise aux voix et rejetée par une faible majorité.

M. le Président donne lecture des neuf propositions formant la base d'autant de lois qui devront être présentées dans le plus court délai possible aux chambres. Les voici :

La chambre des députés déclare troisièmement qu'il est nécessaire de pourvoir successivement, par des lois séparées, et dans le plus court délai possible ;

1^o. A l'extension du Jury aux délits correctionnels, et notamment à ceux de la presse.

2^o. A la responsabilité des ministres et des agens secondaires du pouvoir.

3^o. A la réélection des députés promus à des fonctions publiques.

4^o. Au vote annuel du contingent de l'armée.

5^o. A l'organisation de la garde nationale, avec intervention des gardes nationaux dans le choix de leurs officiers.

6^o. A un code militaire assurant d'une manière légale l'état des officiers de tout grade.

7^o. A l'administration départementale et municipale, avec intervention des citoyens dans leur formation.

8^o. A l'instruction publique et à la liberté de l'enseignement.

9^o. A l'abolition du double vote, et à la fixation des conditions électorales et d'éligibilité.

M. de Podenas propose d'appliquer le jury aux délits politiques comme aux délits de la presse.

Dans ce but, je vous propose sur le numéro 1^{er} du troisième paragraphe du titre intitulé : *Dispositions particulières*, d'ajouter : « A l'application du jury, aux délits de la presse, » proposé par votre commission, son application aux délits politiques.

Cet amendement est adopté sans réclamation.

Toutes les propositions sont adoptées successivement par la chambre sans aucun autre amendement.

Plusieurs autres bases présentées par M. Salvete sont repoussées par la chambre.

M. le président lit ensuite l'article suivant :

Moyennant l'acceptation de ces dispositions et propositions, la chambre des députés déclare enfin que l'intérêt universel et pressant du peuple français appelle au trône S. A. R. Louis Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume, et ses descendants à perpétuité de mâle en mâle par ordre de primogéniture, et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants.

En entendant la lecture de cet article, MM. Berryer et Chilhaut de la Rigaudie quittent la salle et vont se promener dans les couloirs. La figure de M. Berryer porte l'empreinte d'une vive agitation intérieure. Cet article est voté sans opposition. Nous remarquons seulement que l'extrême droite ne prend pas part à la délibération.

M. le président lit l'article qui consiste dans les termes suivants :

En conséquence, S. A. R. Louis Philippe d'Orléans, duc d'Orléans, lieutenant-général du Royaume, sera invité à accepter et à jurer les clauses et engagements ci-dessus énoncés, l'observation de la Charte constitutionnelle et des modifications indiquées, et après l'avoir fait devant les chambres assemblées, à prendre le titre de *Roi des Français*.

Un membre demande qu'on ajoute ces mots, sauf l'approbation de la chambre qui suivra celle-ci. (Cris confus, le désordre se manifeste dans quelques parties de l'assemblée.)

Ce dernier paragraphe est mis aux voix et adopté à une immense majorité.

M. le Président : Maintenant que la chambre a voté sur chaque article, je pense qu'elle doit voter sur l'ensemble par le scrutin secret. (Oui, oui.)

M. Labbey de Pompières : Je demande que chaque membre qui votera inscrive son nom sur un registre à la tribune à mesure qu'il déposera sa boule dans l'urne. (Non ! non ! Si ! si !)

Cette proposition est mise aux voix et rejetée.

La chambre procède à l'appel nominal. Nombre des votants 252 : majorité 127. Boules blanches 219, boules noires 33.

M. le Président : Je propose à la chambre de se transporter en corps au Palais-Royal pour présenter le résultat des délibérations de la chambre au duc d'Orléans. Chacun s'y rendra à pied, nous serons escortés par notre brave garde nationale, et pour mettre plus d'ordre dans notre cortège, nous irons par quatre. (Oui ! oui !)

Pendant le scrutin, M. Dupin propose de consacrer, par une disposition additionnelle, l'adoption des couleurs nationales. Cet article est adopté par acclamation. Il est conçu dans les termes suivants :

La France reprend ses couleurs. A l'avenir il ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore.

Demain, dimanche, il n'y aura pas de séance. Lundi, à midi, séance publique.

MEXIQUE.

Nous avons reçu hier assez tard, par la goëlette *Nimble*, des journaux de Vera-Cruz et de Jalapa, jusqu'au 14 août et de Zacatecas du 29 juillet; les dernières dates de Mexico sont du 11 août. Nous n'avons eu le tems de parcourir ces journaux qu'à la hâte; mais il nous a paru qu'ils ne contenaient rien de bien important. Les partisans de Guerrero ne sont pas encore soumis. Une aventure assez singulière a répandu l'alarme à Mexico; le 4 d'août, trois individus, qu'on suppose depuis long-tems être des contrebandiers, ayant conduit une petite embarcation sur la côte aux environs du Cape-Rouge (*Capo-Rajo*), où ils débarquèrent, l'alcade du village de Tamiagua, situé près de là, prit l'épouvante et écrivit en toute hâte et en toute cérémonie au préfet du port du Tusan, pour lui annoncer que les Espagnols venaient d'opérer un nouveau débarquement ! — Le préfet, à son tour, s'empressa d'écrire au commandant de la 5^{me} section militaire (Tusan), pour lui faire part de cette importante nouvelle, qui parvint enfin dans la capitale, où, passant de bouche en bouche, le bruit se répandit bientôt que 5,000 hommes avaient débarqué sur les côtes de la république ! — Déjà la plus grande activité régnait dans les bureaux du ministre de la guerre, quand on apprit que l'armée ennemie se composait de trois marchands qui voulaient éviter de payer le tribut à la douane.

Armijo, le général du gouvernement, est arrivé sans obstacle jusqu'à la rivière Papagayo; Alvarez se disposait avec sa troupe à lui disputer le passage. Guerrero était à Espinatoyac, village situé près de la chaîne de la Sierra-Madre, on ne dit pas s'il avait des troupes avec lui. (P. Abeille de la N.-O.)

AMÉRIQUE DU SUD.

LIMA, 30 juin.

Le *Mercurio Peruano*, reçu par le *Baltimore American*, publie un décret du 15 juin du président Gamarra, qui prohibe l'entrée dans la république des liqueurs spiritueuses étrangères à compter du 5 septembre 1830. L'usage en est interdit aux bâtimens de guerre et du commerce péruvien dans les trois mois de la date du décret, et tout individu qui en introduira ou en mettra en vente sera puni de confiscation et d'amende.

Par un autre décret en date du 12 juin, il est ordonné à tous les citoyens, depuis l'âge de 15 jusqu'à 50 ans, de s'enrôler sous le commandement d'officiers capables, afin de former des corps de milice à pied et à cheval.

PATAGONIE.

Les derniers rapports de l'intérieur sont satisfaisants. Les indiens se tenaient à une distance de trente à quarante lieues. Le cacique *Chanil* se présentait fréquemment à del Carmen, ainsi que la généralité des indiens dans le but de faire des échanges.

CHILI.

A la date du 22 juin le pays était tranquille. Le reste de l'armée de Freire avait capitulé et le général avait été banni

au Pérou. On craint cependant que cet état de choses ne soit pas de longue durée. Une portion de la classe intermédiaire et des basses classes du peuple manifestaient leur hostilité envers le gouvernement actuel et ses partisans, et les désignaient sous le titre de l'aristocratie du pays. Prieto qui gouverne aujourd'hui est regardé comme l'ennemi des étrangers.

LA PLATA.

Nous puissions dans les journaux et la correspondance particulière de Buénos-Ayres jusqu'à la date du 24 juillet, les détails ci-après.

Un projet de décret a été présenté à la législature de Buénos-Ayres le 21 juillet dernier, par le comité spécial chargé de faire son rapport sur les mesures les plus propres à assurer la tranquillité publique. Par ce décret, le gouvernement serait investi de pouvoirs extraordinaires et pourvoirait, à son gré, à la sûreté de la province, en écartant d'abord les dangers qui, d'après les informations parvenues à la législature, menacent son existence civile et politique. Le projet règle les sessions de la législature et en prescrit l'emploi, qui sera limité aux sujets correspondants aux pouvoirs extraordinaires indiqués ci-dessus. Ces pouvoirs cesseront aussitôt qu'on aura reconnu que la crise a cessé.

Les journaux ne nous apprennent pas d'une manière précise quelles sont les circonstances qui donnent lieu à de si funestes appréhensions et à une législation aussi violente.

La corvette de S. M. B. *Beagle* a dernièrement exploré la côte de *Terra-del-Fuego*, depuis l'entrée ouest du détroit de Magellan jusqu'au cap Horn. Il est facile de concevoir à combien de privations et de dangers elle a été exposée sur cette côte de fer et d'orages continuels.

On ne saurait donner trop d'éloges au capitaine Fitzroy et aux officiers et marins sous ses ordres pour leur patience et leur assiduité dans ce pénible service. Ils n'ont pas rencontré une seule voile pendant une navigation de sept mois et dix jours, et ce n'a été qu'avec leurs fusils qu'ils se sont procurés accidentellement des vivres frais. Des observations ont eu lieu sur le sommet du cap Horn, et des acquisitions nouvelles y ont été faites pour l'histoire naturelle. On a supposé jusqu'ici qu'il n'existait sur la *Terra del Fuego* d'autres quadrupèdes que des chiens, cependant plusieurs *Guanacos* ont été tués dans sa partie la plus méridionale.

MONTÉVIDEO.

On a prêté serment à la constitution le 18 juillet; cette cérémonie, assure-t-on, a été très peu imposante. La ville fut illuminée dans la soirée et des transparents décoraient les édifices publics.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

SOUSCRIPTION AU PROFIT DES BLESSÉS.

MM. le comte de Surveilliers \$200, F. B. Gardera 10, W. Steven 2, Chs. A. Hecksher 10, F. C. 10, général S. Bernard, au service des États-Unis 100, L. C. 5, F. C. B. 5, Plunkett 1, Manesca 50 cts., Turner 1, Ed. Fabre 2, Cougnac 3, Lherbette 5, Collot 1, Vannini 5, Bérault 1, Perret 2, Bœuf 2, G. Désabaye 3, Produit de la représentation au théâtre du Park 155 50 cts., Arnould 1, Bérard et Mondon 3, J. Darramon de la N. O. 5, F. S. de N. York 3, E. C. 5, Place & Souillard 10, Delmonico frères 5, J. A. Tardy 5, P. Bretta 5, Loviat 1, André Lemoyne de Boston 20, Piquet, consul de France à Boston, 10, Major Poussin 50, Doct. F. E. Berger 20, Chs. Grillet 1, Vion 2, A. Brunot 5, Fréval 2, A. Lafore 2.

Total..... \$679

Total de samedi dernier, 973

\$1,652

Nous offrirons à nos lecteurs quelques articles sur l'Italie. Nous les devons à une personne que des persécutions politiques ont amenée aux États-Unis, et qui fut attachée pendant longtemps au prince Eugène Napoléon. Ils présentent un tableau plein de vérité de la position de cette partie de l'Europe et seront lus avec intérêt dans ce moment.

Les journaux de Londres du 18 août ont été reçus à Boston par le brick *Hudson*. Ils contiennent les nouvelles suivantes :

Le 14, une députation du commerce à Paris a présenté au Palais-Royal une adresse au Roi, et des fleurs et des fruits à la Reine. Le titre donné au Roi et accueilli par S. M. avec une satisfaction remarquable, est celui de Roi-citoyen. La députation est rentrée à la Bourse, où elle a déposé le drapeau tricolore. Dans sa réplique à l'adresse, le Roi dit : « J'espère que nous ne serons pas obligés d'avoir recours aux armes, mais si nous y étions forcés, je ne doute pas du dévouement du peuple. » On craignait que les affaires d'Alger n'occasionnassent des difficultés entre l'Angleterre et la France. On regardait comme choses certaines l'insurrection en Espagne, et la marche d'une armée autrichienne en Italie. On suppose également que les peuples du Piémont et des Pays-Bas sont prêts à s'insurger contre ceux qui les gouvernent. Si les Autrichiens interviennent dans les affaires du Piémont, si les Prussiens prennent parti contre le peuple des Pays-Bas, on ne doute point à Paris que la France ne soutienne les Piémontais et les Flamands.

Les journaux de Paris ont été reçus jusqu'à la date du 15, et ils annoncent sur la foi de lettres venant de Bayonne s'exprimant à cet égard de la manière la plus positive, que l'Espagne depuis St-Sébastien jusqu'à Saragosse était en pleine insurrection; que le général Mina qu'on avait cru débarqué dans la Galice avait passé à Bordeaux le 8, et depuis était entré en Espagne à la tête de 500 hommes.

Un journal de Hambourg du 10 août, rapporte que le prince Polignac était passé à Altona faisant route pour la Russie.

La nouvelle répandue pendant quelques jours, de la nomination du comte Flahaut, (jadis aide de camp de Napoléon,) à l'ambassade de Londres est contredite. On fait mention aujourd'hui du général Pajol, officier distingué sous le règne de l'empereur, comme devant être appelé à remplir ces fonctions.

— Il paraît que les ambassadeurs des principales cours de l'Europe n'ont pas encore reconnu le gouvernement du nouveau Roi.

— Les pairs de France expulsés par le nouveau gouvernement ont protesté contre la mesure prise contre eux.

— Le capitaine du brick *Hudson* donne la nouvelle que les navires *Great Britain* et *Charles Carroll*, ayant à bord Charles X et sa suite, étaient arrivés le 17 au soir à l'île de Wight, où se trouvait le roi Guillaume IV.

SUR L'ITALIE.

La révolution de France est en ce moment le sujet de toutes les conversations et occupe presque exclusivement la pensée de tout le monde. Outre l'émancipation du peuple français, le renvoi d'une famille gothique imposée par la Sainte-Alliance, chacun voit dans ces événements une victoire éclatante en faveur des peuples contre le despotisme, et l'on n'en parle jamais sans se demander en même tems : *que voudront les Espagnols, que pourront les Italiens*. Nous tâcherons de répondre à cette dernière question et nous chercherons à donner une idée exacte de la situation actuelle de l'Italie.

Pour faire connaître la position dans laquelle l'Italie se trouve à présent, et pour parler de ce que ses habitants pourront et devront faire, il nous paraît indispensable de commencer par rappeler à nos lecteurs quel était son état à l'époque de la première révolution française et quels changements se sont opérés progressivement dans le peuple Italien pendant ce dernier demi-siècle. Nous tâcherons d'être aussi concis qu'il nous sera possible, en ne disant que ce que nous jugerons absolument indispensable et sans oublier que nous écrivons un article de journal et non l'histoire de l'Italie pendant les cinquante dernières années.

Jusqu'à l'année 1787 le mot *Italie* avait à peine une signification et n'était guère employé qu'en géographie. On aurait aisément rencontré parmi le peuple des gens qui, à la demande : *Êtes vous Italiens ?* auraient répondu naïvement : *Non, nous sommes Milanais, ou bien Toscans*. L'Italie était divisée entre plusieurs petits souverains qui gouvernaient leurs peuples par la force d'inertie. Les deux républiques de Gènes et de Venise continuaient à exister parce que personne ne pensait à les attaquer, et les nobles qui gouvernaient s'occupaient bien plus de la construction d'un théâtre, d'un opéra nouveau, et du carnaval que des affaires de l'état. La cour de Sardaigne n'avait d'autre souci que la nomination d'un chambellan, ou l'arrangement de quelques mariages entre les familles privilégiées. La maison d'Autriche possédait Mantoue et le duché de Milan, qui, enclavés dans les trois états que nous venons de nommer, ne lui donnaient aucune influence; elle y entretenait un pauvre archiduc, et un gouvernement qui après cent trente années d'existence était encore provisoire. Le duc de Modène pensait seulement à entasser de l'argent; le duc de Parme à aller à la messe et au sermon; le duc de Toscane à des spéculations commerciales; le roi de Naples et de Sicile à la chasse, à ses chiens, et au jeu de ballon; enfin la reine Marie-Caroline à ses favoris, et à éloigner son mari des affaires qu'on pouvait appeler des intrigues de boudoirs ou de coulisses. Rome avait toujours un pape, mais ce n'était plus la cour des Alexandre VI, des Jules II, des Léon X, des Benoît XIV; les foudres du Vatican ne faisaient plus trembler personne. Les peuples, quant aux affaires politiques, étaient aussi insoucians que leurs gouvernemens, vivaient heureux, ou pour mieux dire ils ignoraient leurs malheurs. On ne parlait jamais, on n'avait même aucune idée, des droits des hommes, et les mots de liberté, d'égalité devant la loi n'étaient pas plus compris que des mots chinois. Les armées, si l'on pouvait leur donner ce nom, se composaient de mercenaires qui pour quelque argent livraient leurs personnes pendant un certain tems, même de galériens, et l'on annonçait sérieusement que tel jour on manœuvrerait si le tems était beau. Le mot de gloire militaire était vide de sens. Dans les universités on suivait de préférence les cours de métaphysique et de théologie, et toutes les écoles étaient dirigées par des moines; enfin si quelqu'un voulait se distinguer, il n'avait d'autre carrière ouverte que celle de la musique, de la poésie, de la peinture ou de la sculpture.

La révolution de France en éclatant trouva l'Italie dans l'état que nous venons de décrire, et nous chercherons à faire connaître les grands changemens qu'elle produisit dans l'esprit des Italiens à ses différentes époques. On pourra juger si les Italiens de 1830 peuvent être dominés par les mêmes familles qui ont adopté la cruauté pour seule règle de gouvernement, et s'il est possible de les mener comme l'étaient les Parmesans, les Modénais et les Romains en 1787. Par ces changemens opérés par la première révolution, on pourra entrevoir les résultats qu'on a droit d'espérer de la seconde qui trouve les Italiens dans une position bien différente et familiarisés avec les idées de liberté.

GÉORGIE. — Le journal *Georgian*, de Savannah, annonce qu'il est maintenant certain que la récolte des cotons courts sera beaucoup moindre que celle de l'an dernier, malgré les apparences favorables qui ont existé à une autre époque. Il faut attribuer cette réduction à une longue sécheresse dans les États du Sud en général. On évalue la différence des produits de cette année à un tiers au-dessous du produit des récoltes ordinaires. Quelques personnes croient même que le déficit sera plus considérable.

HAÏTI. — Les dernières nouvelles du Port-au-Prince sont du 2 septembre. Le *Phare* donne le détail de quelques améliorations dans l'état des routes, et parle d'une rixe sérieuse qui aurait eu lieu entre les nationaux et des étrangers; les prévenus ont été mis en arrestation et le tribunal civil de Jacmel est saisi de l'affaire.

L'archevêque avait abandonné son troupeau, il a fait voile de Santo-Domingo pour Cuba le 28 juillet, sur le brick américain *Ashap*, avec 34 personnes tant laïques qu'ecclésiastiques.

MÉLANGES.

JACQUES II.

Le caractère de Charles X présente plusieurs traits de ressemblance avec celui de Jacques II, dernier roi des Stuarts. Nous lisons dans les *Quatre Stuart* de M. Chateaubriand, ouvrage de conscience et de génie, qui fut un avis à Charles X et par lui dédaigné, le portrait de Jacques II. Nos lecteurs, dans les circonstances présentes, le liront avec un grand intérêt; mais, nous le répétons, tous les traits du caractère de Jacques II ne sont pas, selon nous, applicables à Charles X.

D.....Y.

« Jacques II, homme dur et faible, entêté et fanatique, n'avait pas, lorsqu'il prit en main les rênes des trois royaumes, la moindre idée de la révolution accomplie dans les esprits; il était resté en arrière de ses contemporains de plus d'un demi-siècle. Il voulut tenter en faveur de l'église romaine ce que son père n'avait pas pu même exécuter pour l'épiscopat: il se croyait le maître d'opérer un changement dans la religion de l'Etat aussi facilement qu'Henri VIII; mais le peuple anglais n'était plus le peuple des Tudor; et quand Jacques eût distribué à ses sujets tous les biens du clergé anglican, il n'aurait pas fait un seul catholique. Son plus grand tort fut de jurer, en parvenant à la couronne, ce qu'il n'avait pas l'intention de tenir: la foi gardée n'a pas toujours sauvé les empires; la foi mentie les a souvent perdus.....

Jacques, naturellement cruel, trouva un bourreau: Jeffries avait commencé ses œuvres vers la fin du règne de Charles II, dans le procès où Russell et Sydney perdirent la vie.....

Emporté par son zèle religieux, le monarque n'écoutait que les conseils de son confesseur, le jésuite Peters, qu'il avait entrepris de faire cardinal. Missionnaire dans sa propre cour, Jacques avait converti son ministre Sunderland, qui n'était pas plus fidèle à son nouveau Dieu qu'il ne l'était à son roi. Le nonce du pape fit une entrée publique à Windsor, en habits pontificaux: ces choses, qui dans l'esprit tolérant ou indifférent de ce siècle, seraient fort innocentes aujourd'hui, étaient alors criminelles aux yeux d'un peuple instruit à regarder la communion romaine comme ennemie des libertés publiques.....

..... La conscience était la vertu de ce Jacques II, mais il ne l'appliquait qu'à un seul objet: cette vive lumière devenait pour lui des ténèbres lorsqu'elle frappait autre chose qu'un autel.

..... Jacques aborda les champs de l'éternel exil, le 2 janvier 1689 (nouveau style), mois funeste. Il débarqua à Ambleuse, en Picardie. Il n'avait fallu que quatre ans au dernier fils de Charles Ier pour perdre un royaume.

..... Ces princes (les Stuarts) ne purent jamais pardonner au peuple anglais les maux qu'il leur avait fait endurer; le peuple anglais ne put jamais oublier que ces princes avaient essayé de lui ravir ses droits: il y avait de part et d'autre trop de justes ressentiments et trop d'offenses. Toute confiance réciproque étant détruite, on se regarda en silence pendant quelques années. Les générations qui avaient souffert ensemble, également fatiguées, consentirent à achever leurs jours ensemble; mais les générations nouvelles qui ne sentaient pas cette lassitude, qui ne nourrissaient plus d'inimitiés, n'avaient pas besoin d'entrer dans les compromis du malheur, ces générations revendiquèrent les fruits du sang et des larmes de leurs pères: il fallut dire adieu aux choses du passé.

Il ne restait dans les deux partis, à la révolution de 1688, que quelques témoins de la catastrophe de 1649; Jacques lui-même qui allait mourir dans l'exil; et le vieux régicide Ludlow qui revint de l'exil pour voir chasser un roi dont il avait condamné le père. Ludlow se trouva d'ailleurs tout aussi étranger dans Londres avec ses principes républicains, que Jacques avec ses maximes de pouvoir absolu.

..... Jacques passa le reste de son exil à écrire les mémoires de sa vie. La piété lui tenait lieu de puissance; retiré dans sa conscience, empire dont il ne pouvait être chassé, ses souvenirs le faisaient vivre dans le passé, sa religion dans l'avenir. Il avait écrit de sa propre main cette courte prière: « Je vous remercie, ô mon Dieu, de m'avoir ôté trois royaumes, si c'était pour me rendre meilleur. »

CHATEAUBRIAND.

DES AMIRAUX.

On vient de créer, en faveur du vice-amiral *Duperré*, la dignité d'amiral; plusieurs erreurs ont été avancées au sujet de ce titre. Les lignes suivantes pourront éclairer nos lecteurs.

La dignité d'amiral est inconnue dans l'histoire avant saint Louis, qui en décora, en 1270, pour la première fois, un sieur *Florent de Varennes*, dont les hauts faits maritimes, ou autres, ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Ce nom tira son origine de l'arabe *al emir*, le chef, et nous en avons fait amiral, en l'appliquant spécialement à la marine.

ette place, depuis saint Louis, resta souvent vacante, et

quelques-uns de ceux qui l'occupèrent, et dont l'histoire nous a laissé les noms, ne méritaient guère de sortir de l'oubli.

Depuis Charles VI, et pendant un assez grand nombre d'années, plusieurs provinces de France, telles que la Normandie, la Bretagne, la Guyenne, le Languedoc, la Provence, eurent leurs amiraux particuliers; un Latrimouille le fut de Guyenne et de Bretagne sous Louis XII, un duc de Guise le fut de la Provence.

Pour la première fois, sous François Ier, l'amiral d'Anneboud réunit à la dignité d'amiral celle de maréchal de France, et plusieurs seigneurs, comblés des grâces de la cour, obtinrent par suite ce titre, sans avoir mis le pied sur le liquide élément. Tels furent Coligny sous Henri II, Anne de Joyeuse sous Henri III.

Sous Louis XIII, en 1626, le cardinal de Richelieu fit joindre à son titre de premier ministre celui de *grand-maître et sur-intendant-général du commerce et de la navigation*, qui dès-lors remplaça celui d'amiral, jusqu'au règne de Louis XIV. Le cardinal possédait et occupait à Paris le palais Cardinal, aujourd'hui Palais-Royal, et c'est en mémoire de sa dignité de commandant supérieur de la marine, qu'il fit sculpter les navires et les ancres qu'on distingue encore dans la galerie située au-dessous des grands appartements du duc d'Orléans.

Depuis Louis XIV, la dignité d'amiral de France fut presque constamment donnée à l'un des princes du sang: le duc de Vermandois, le comte de Toulouse et le duc de Penthièvre furent amiraux de France: celui-ci fut le dernier sous Louis XVI; ils avaient sous leurs ordres: 1° Deux vice-amiraux, l'un de la Méditerranée ou du Levant; l'autre de l'Océan ou du Ponant; puis venaient ensuite:

2° Des lieutenants-généraux des armées navales. Puis:

3° Des chefs d'escadre.

Duquesne, *Tourville*, étaient des vice-amiraux; mais ce dernier fut en outre maréchal de France: honneur insigne que bien d'autres n'ont point eu depuis lui.

Depuis la révolution, le titre d'amiral a disparu, et nous avons eu des vice-amiraux, des contre-amiraux, des capitaines de vaisseau, etc.

Sous l'empire, Joachim Murat fut grand-amiral, et depuis la restauration, le duc d'Angoulême fut décoré du même titre.

LA TABLE D'HÔTE.

Parbleu! se dit un jour un officier à Vienne, il faut que j'aille dîner au *Bœuf rouge*, et il entre à l'hôtel du Bœuf rouge. Il y avait là toutes sortes de figures: du beau monde et du commun, des fripons et des honnêtes gens, comme partout. Chacun boit et mange à son goût; on dispute, on parle de chose et d'autre, et vers la fin du repas, l'un partage avec son voisin sa dernière bouteille de vin de Hongrie; l'autre s'amuse à rouler dans ses doigts des boulettes de pain tendre; un troisième joue avec son couteau, sa fourchette ou sa cuiller d'argent. Tout-à-coup, notre officier remarque quelqu'un en habit vert qui jouait avec la sienne; puis il s'aperçut qu'elle entraînait dans la manche de l'habit vert, et rien n'en ressortit.

Un autre se serait dit: Qu'est-ce que cela me fait? et aurait gardé le silence, ou bien aurait fait grand tapage, mais l'officier réfléchit un instant: « Après tout, je ne sais ce que c'est » que ce chasseur aux cuillers, et cela peut devenir une affaire désagréable. Il se tut donc, jusqu'à ce que l'hôtelier vint recueillir l'écot de chacun des convives: alors seulement il prit une cuiller aussi et la passa entre deux boutonnières de son habit, comme font souvent les soldats à l'armée.

Pendant que l'officier payait, l'hôte regardait son habit, et se disait en lui-même: « C'est un singulier ordre que celui » dont ce monsieur est décoré! Il faut qu'il se soit distingué » dans une affaire contre une soupe aux écrevisses, et qu'il ait » obtenu une cuiller d'honneur!.... ou bien, ne serait-ce point » par hasard une des miennes?....

L'officier, après avoir payé son écot, dit à l'hôte d'un ton sérieux: « Ah ça! c'est en comptant la cuiller, n'est-ce pas? » nous vous payons assez cher pour cela. — Comment! re- » partit l'hôte, pareille chose ne m'est jamais arrivée: si vous » n'avez pas de cuiller chez vous, je vais vous en donner une » d'étaim, mais rendez-moi celle d'argent. »

Alors l'officier se leva, frappa sur l'épaule de l'hôte, et lui dit en riant: « C'est une plaisanterie que nous avons voulu » vous faire, moi et ce monsieur en vert là-bas. Allons, Mon- » sieur, rendez la cuiller que vous avez dans votre manche, et » je vais rendre celle que j'ai prise. » L'escamoteur, s'apercevant qu'il était découvert, et qu'un œil honnête avait surpris sa main coupable, profita du tour plaisant qu'on donnait à la chose et rendit l'objet en question; puis il se mit à en rire avec la société, mais ce ne fut pas pour long-tems. Les autres convives le chassèrent avec force huées, et l'hôte envoya un garçon à sa poursuite pour lui administrer quelques coups de bâton; puis il fit apporter une bouteille de bon vin de Hongrie qu'ils burent, l'officier et lui, à la santé des honnêtes gens.

(Le Gastronom.)

ANNONCES.

L'ÉGLISE FRANÇAISE DU ST-ESPRIT dans Pine street sera ouverte pour le service divin Dimanche prochain, 3 octobre, à l'heure ordinaire. 62—2 f

SYLVESTER, 130 Broadway,

Prend la liberté de rappeler aux personnes qui lui donnent leurs ordres, que, chaque JEUDI, on fait un tirage de la Loterie de New York et qu'il a reçu de l'Etat une licence pour vendre des billets, ou parts de billet.

Sept. 30, extra class,	5 de \$10,000,	prix du billet, 5.
Octobre 6, do do,	\$25,000,	5.
13, do do,	\$25,000, \$20,000, 10,000,	10
	\$5,000, 50 de 1000, 65 de 500.	

On demande, une dame française de bonne éducation et bien recommandée pour occuper une place de confiance dans une famille. Et une Française avantageusement connue, pour servir en qualité de femme de chambre. S'adresser au bureau de ce Journal.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez
A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement:

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et Mme ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira (pour les leçons au quartier) le 2 octobre prochain, mais que dès le mois de septembre, ils pourront donner chez eux ou en ville, des leçons particulières. S'adresser, pour le prix et conditions, à leur demeure, Walker street, No. 84. 53—

AVIS. — On demande un capital espèces de \$10,000 pour une opération commerciale qui assure aux intéressés un bénéfice net de 30 pour cent, tous les trois mois. Les renseignements les plus circonstanciés seront donnés à la personne qui désirerait entreprendre la dite spéculation. Adresser une note à la lettre H. au bureau du *Courrier des États-Unis*. 57—3t

JOHN B. MEYER & Cie. ont l'honneur d'annoncer au public qu'ils viennent de prendre un magasin, No. 364 Broadway, au coin de Franklin street. On y trouvera constamment, en gros et en détail, toute qualité de Vins de Bordeaux, Madère, Oporto, Ténériffe, Sherry, ainsi que du Genièvre de Hollande, Rhum de la Jamaïque, Eau-de-Vie de Cognac, Shrub, Whiskey, etc., etc., aux prix les plus modérés. 61—6 f

DENTS INCORRUPTIBLES.

MM. PLANTOU père et fils, Chirurgiens Dentistes de Paris, premiers fabricants des dents incorruptibles, qui leur ont mérité depuis près de dix ans un certificat de la Société Médicale de Philadelphie, attestant la supériorité de cette espèce de dents artificielles sur toutes celles faites de matières sujettes à corruption, offrent aux habitants des États-Unis leurs services pour toutes les opérations de leur art. Ils placent de ces dents, qui ne changent jamais de couleur et ne contractent jamais de mauvaise odeur, depuis une seule jusqu'à des rateliers entiers, lorsqu'il ne reste plus une dent dans la bouche. Ils ont obtenu une patente pour la perfection qu'ils ont acquise dans la fabrication, la solidité et la durée de ces dents.

Leur résidence est à Philadelphie, quatrième rue Sud, No. 110. 61—1 f

Église Protestante Épiscopale Française du Saint-Esprit à New-York. — Séance extraordinaire.

[Extrait des minutes de la séance du 16 septembre 1830]

Communication ayant été faite au *vestry* par son président, de l'affligeante nouvelle de la mort du Très Révé. Evêque HOBART, D. D. décédé au village d'Auburn dimanche 12 septembre 1830, étant en voyage pour remplir ses devoirs pastoraux. Nous avons été unanimes (tout en nous soumettant à cette détermination de la divine providence, qui nous a enlevé le chef vénéré et chéri de notre Eglise) à déplorer profondément cette perte et à sympathiser avec sa famille affligée ainsi qu'avec tous les membres de l'Eglise en général.

En conséquence nous avons résolu, 1° comme un témoignage de notre admiration pour ses talents distingués, sa vraie piété, son zèle ardent et ses continus travaux pour la cause du christianisme, que nous porterons le deuil accoutumé pendant 30 jours; 2° que notre Eglise sera tenue en deuil jusqu'à la Noël; 3° qu'une copie de ces résolutions sera transmise à la famille du Très Vénéré Défunt.

Pour copie conforme,
J. C. ZIMMERMAN, secrétaire.

M. DA PONTE (Broadway, No. 342,) ouvrira sa classe italienne, française et espagnole, le 1er octobre prochain. Lui et sa famille se chargent de l'enseignement de la langue italienne; M. Ismar, Français de naissance, qui a résidé plusieurs années dans des pays espagnols et dont les connaissances et le zèle promettent d'heureux résultats, enseignera le français et l'espagnol. Les commencements auront la faculté de jouer jusqu'au 1er octobre prochain de trois leçons gratuites par semaine.

Prix du trimestre pour les trois langues.....\$12 } payables
" " pour l'espagnol et le français..... 10 }
" " pour chacune de ces deux langues... 8 } d'avance.

Chez M. Da Ponte il y a deux chambres à louer et l'on pourrait y avoir également la table. Les pensionnaires auront l'avantage de se perfectionner dans les susdites langues, qu'on parle continuellement dans la maison. 58—1 f

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 111 Broadway. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter.

Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guilloù dans leur propre langue. Il se réfère:

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens,	
	J. W. Francis,	
	J. J. Graves,	
à Philadelphie	R. Laroche	
	Thos. Harris	
	Samuel Baker	Professeurs
à Baltimore	R. W. Hall	de l'université
	V. Potter, etc.	de Maryland.

Le docteur Guilloù recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole. 41

AVIS.

M. SEGURA, professeur de musique, a le plaisir d'annoncer à ses amis et au public, qu'il a définitivement fixé sa résidence à New-York. Il se propose de donner des leçons de guitare, de violon, et d'accompagnement sur le piano. S'adresser, pour les conditions, à M. Segura, chez M. Etienne, No. 31 Howard-street.—57.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis.—Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port.— Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé.— Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.
\$15, sans le Journal.
\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.